

RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2025

I. Contexte économique et social

1. Le contexte national

Le rapport d'orientation budgétaire (ROB) constitue un élément du cycle annuel d'élaboration budgétaire au même titre que le budget primitif (BP) qu'il précède ou encore du compte administratif (CA) de fin d'exercice qu'il traite.

L'analyse macro-économique qui fixe le contexte d'élaboration budgétaire reste un exercice quelque peu incertain. Ces dernières années, de nombreux chocs, imprévisibles, sont venus perturber toutes les prédictions économiques. L'économie mondialisée et interdépendante rend complexe les analyses de projection.

L'économie française a enregistré une croissance proche de son potentiel de moyen terme sur la première moitié de 2024 (environ 1 % en moyenne en rythme annualisé). La consommation a globalement été atone au 1er semestre, même si les dépenses de services ont été soutenues. Le pouvoir d'achat ayant crû significativement, le taux d'épargne se situe au 2ème trimestre bien au-dessus de fin 2023 (17,9 % contre 17,1 %) ce qui recouvre une nette hausse du taux d'épargne financière. L'investissement des entreprises recule pour le 3ème trimestre consécutif, et celui des ménages (en logement) est en net repli. En revanche, les exportations sont plus dynamiques ; au total, la croissance du PIB pourrait légèrement dépasser 1 % grâce à un effet Jeux Olympiques, qui interviendrait au 3ème trimestre. Au cours de la première partie de l'année, l'économie française a continué à créer des emplois mais à un rythme ralenti.

Un point positif est que le taux de chômage demeure bas (7,4 % à mi-année), au regard de son historique des trente dernières années. C'est d'ailleurs un dénominateur commun à de nombreux pays européens, reflétant une moindre arrivée sur le marché du travail en raison des évolutions démographiques marquées par le vieillissement.

Pour la France, l'inflation est même repassée sous la barre des 2% pour le mois d'août 2024 selon l'INSEE.

De plus, la consommation des ménages serait de nouveau un moteur pour la croissance française au même titre que l'investissement des entreprises qui devrait rebondir en 2025. Cet éclaircissement donnera une bouffée d'air pour l'emploi en France. Malgré tout, 45 % des Français estiment que leur pouvoir d'achat permet seulement de répondre à leurs besoins essentiels voire ne le permet pas (soit trois points de plus que l'an dernier).

Malgré tout, l'économie française a montré des signes de résilience malgré un contexte international peu favorable ces dernières années. Le pouvoir d'achat des ménages devrait progresser, principalement grâce à la reprise des salaires réels (en tenant compte de l'inflation). Néanmoins la situation des finances publiques, avec un déficit très élevé, près de 6% PIB et un endettement au sens de Maastricht de plus de 110% qui noircit le tableau,

d'autant que l'incertitude politique liée à la dissolution de l'Assemblée nationale pourrait avoir comme conséquence de refroidir de potentiels investisseurs étrangers et nationaux.

L'évolution des prix de l'énergie serait marquée par la baisse annoncée de – 15 % des tarifs réglementés de vente de l'électricité en février 2025. L'inflation des services, à + 3,1 % en juillet 2024, a entamé sa phase de décrue et devrait, après une interruption transitoire au second semestre 2024, poursuivre son repli jusqu'à la fin de l'horizon de prévision.

La projection de l'inflation est inchangée en 2024, à + 2,5 %.

Selon le rapport du conseil économique social et environnemental de 2024, 58% des Français éprouvent des difficultés d'accès au logement.

➤ **Le Projet de Loi de Finances 2025**

Le projet de loi de finances (PLF) a été présenté un peu plus tardivement cette année au conseil des ministres, soit le 10 octobre 2024 et les débats à l'Assemblée nationale ont débuté le 21 octobre.

Ce projet de loi de finances pour 2025 est présenté comme engagé sur la voie du redressement, pour une baisse du déficit public qui devra être ramené à 5% en 2025, afin d'atteindre 3% à l'horizon 2029. Un effort collectif de 60 milliards, réparti entre 40 milliards d'économies et 20 milliards de recettes fiscales nouvelles, est proposé. Les collectivités sont associées à cet effort de redressement.

Les hypothèses retenues par le gouvernement sont :

- Prévision de croissance de 1,1 % en 2024 et 1,1 % en 2025
- Inflation stabilisée à 2,1 % en 2024 et à 1,8 % en 2025
- Prévision d'un déficit public à 6,1 % du PIB en 2024 et un objectif à 5 % en 2025

Des mesures en direction des entreprises, des collectivités et des ménages sont prises.

Mesures en direction des ménages :

- Indexation sur l'inflation du barème de l'impôt sur le revenu 2024
- Instauration d'une contribution temporaire et exceptionnelle sur les plus hauts revenus, afin que ceux-ci soient imposés à un taux moyen minimum de 20%
- Adaptation des tarifs d'accise sur l'électricité (augmentation de la taxe)

2. Le contexte local

Plus localement, Le revenu moyen par habitant à Évron (20 320 €) est en dessous de la moyenne nationale (20 590 €). La part de la population au chômage (**4.8%**) est inférieure à la moyenne nationale (7.4%)

Comme relevé sur le plan national, des tensions persistent en terme de logement, ce qui fragilise d'autant plus les ménages les plus précaires : manque de logement social, flambée des coûts énergétiques, moins de flux entre les personnes dans les différents logements, difficulté d'accéder à la propriété pour des primo accédants ce qui s'impacte sur le reste de la population car peu de vacances de logements sains,...

Sur le plan alimentaire, les associations de secours alimentaires sont également en difficulté dans l'approvisionnement des denrées et ayant pour conséquence des distributions aux usagers pouvant être diminuées.

On note également que la poursuite de la dématérialisation des démarches administratives a engendré des conséquences sur les usagers les moins à l'aise avec le numérique, et ce malgré la mise en place un peu partout sur le territoire des maisons « France services » qui enregistrent une activité de plus en plus importante. Certains usagers n'ont pas été en mesure de réaliser ou de suivre leurs démarches correctement et se sont retrouvés sans ressource, la plupart du temps momentanément certes, mais impliquant l'intervention d'une aide sociale.

Ces différentes observations d'ordre national et local confirment la nécessité d'une analyse régulière et partagée entre acteurs locaux de la demande sociale locale afin d'adapter la réponse apportée par le CCAS

II. Le budget général

A. La section de fonctionnement

Dans ce contexte, le budget de fonctionnement 2025 évolue ainsi :

	2023	2024	2025
Dépenses de fonctionnement	148 543 €	135 260 €	144 530 €

Le cout des charges de personnel s'élève à 97 300 € pour 2025 et représente 75% du budget de fonctionnement.

Le personnel du CCAS se compose ainsi :

- 1 directrice, 1 ETP, titulaire catégorie A
- 1 secrétaire administrative, 0,5 ETP, titulaire catégorie C
- 1 agent technique, chauffeur du minibus, 0.8 ETP (28°/35), titulaire catégorie C

Les agents sont employés par la Communauté de communes des Coëvrons, eu égard à la mutualisation des services existant entre la Communauté de communes et la commune d'Evron depuis le 1^{er} janvier 2016. La masse salariale de ces services fait l'objet d'une répartition en fonction des critères fixés au schéma de mutualisation et plus précisément de clefs de répartition détaillées dans la convention liant les deux parties.

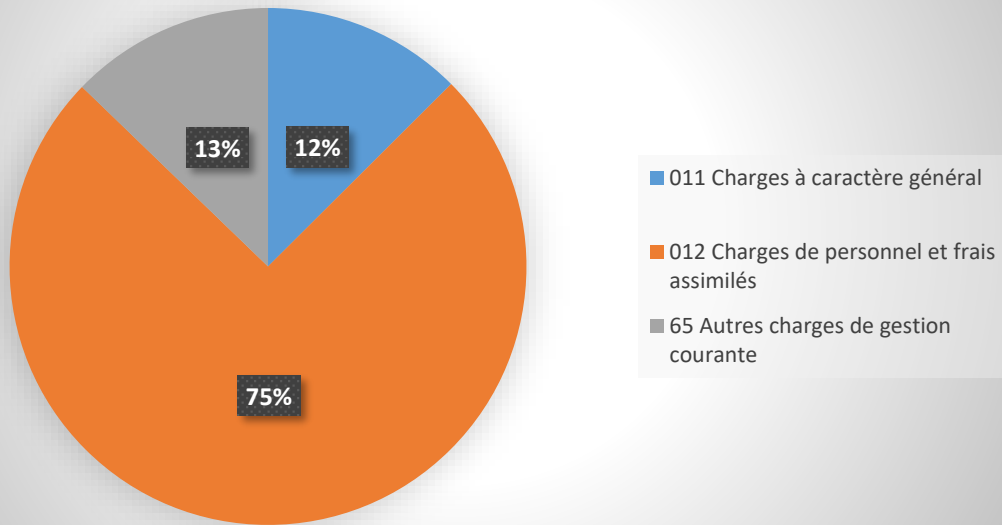
Les dépenses de fonctionnement subissant une augmentation significative sont :

- Les aides d'urgences (alimentaires, hygiène, carburant) : **15 000 €** (14 000 € en 2024) pour lutter contre la précarité grandissante avec les différents types d'aides d'urgence. En 2024, on a noté que les besoins d'urgence en termes alimentaires n'ont cessé de croître dans un contexte local et national difficile. De plus, le règlement de distribution des aides alimentaires va être analysé et modifié afin d'effectuer une revalorisation de l'aide attribuée.
- Les fêtes et cérémonie : inscription d'un crédit de **3 000 €** pour l'opération ballotins de chocolats.

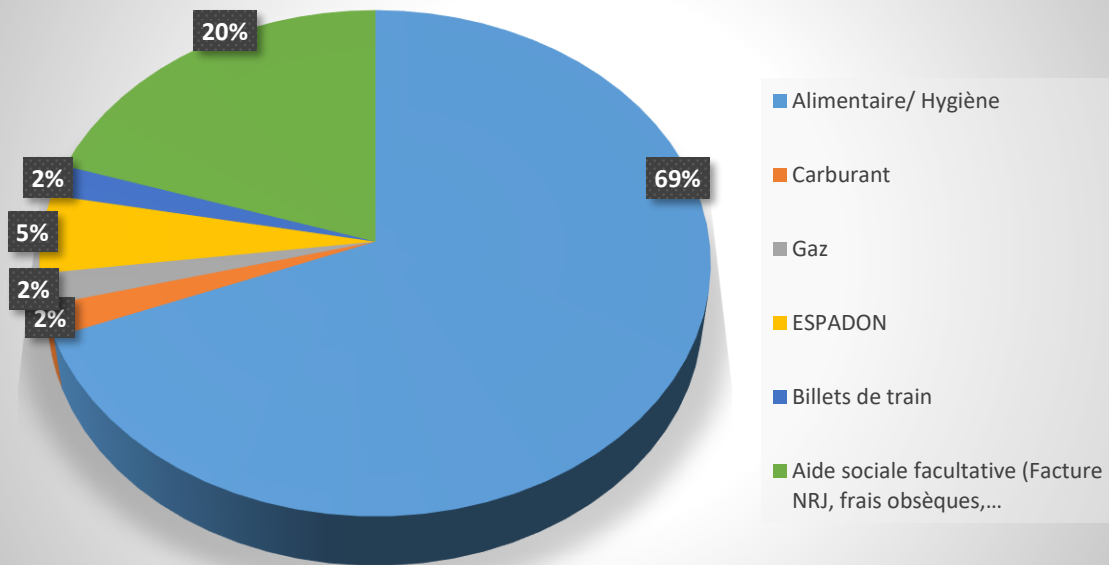
Les dépenses de fonctionnement subissant une diminution significative sont :

- Les autres secours : - **1 850 €** (3 000 € en 2024) Ces dépenses incluent l'aide de la bourse aux permis mais aussi pour des projets à destination des personnes âgées isolées. Ce budget a été diminué car les bourses aux permis ne sont pas attribuées dans leur totalité.

Répartition budget fonctionnement 2025



Répartition des secours d'urgence



Les recettes de fonctionnement proviennent majoritairement de la subvention versée par la ville d'Evron soit 144 530 € :

La section d'investissement

- Le CCAS n'ayant aucun besoin d'investissement en 2025, aucune somme n'a été inscrite dans le budget en dehors des avances remboursables accordées dans le cadre des aides sociales facultatives (600 € en dépenses et recettes).
- Les crédits relatifs à l'acquisition du minibus (dépenses et recettes) prévus depuis le budget 2023 seront inscrits en reports au budget 2025.

B. Gestion de la dette

Le CCAS d'Evron ne dispose pas d'emprunt en cours.

C. Rétro prospective

CCAS EVRON	CA 2022	CA 2023	CA 2024 provisoire	2025	2026	2 027	2 028
70 Produits services	0	0	0	0	0	0	0
74 Participations commune Evron	120 338	131 443	102 476	144 530	144 449	146 599	148 790
74 Autres participations		6 990	0				
75 Autres produits gestion courante	0	1 722	78	0	0	0	0
013 Atténuation charges	0	0	0	0	0	0	0
Nouvelles recettes induites							
Produits courants	120 338	140 155	102 554	144 530	144 449	146 599	148 790
011 Charges caractère général	2 901	5 254	1 540	16 330	16 493	16 658	16 825
012 Charges personnel	93 074	88 035	94 080	97 300	99 246	101 231	103 256
65 Autres charges gestion courant	13 266	13 080	11 718	16 650	17 500	17 500	17 500
Nouvelles dépenses induites							
Charges courantes	109 241	106 369	107 338	130 280	133 239	135 389	137 580
Excédent brut courant (EBC)	11 097	33 786	-4 784	14 250	11 210	11 210	11 210
77 Produits exceptionnels (hors cessions)	2 992		1 081	0	0	0	0
67-68 Charges exceptionnelles			0	0	0	0	0
Epargne de gestion (EG)	14 089	33 786	-3 703	14 250	11 210	11 210	11 210
66 Charges financières	0	0	0	0	0	0	0
Intérêts dette nouvelle	0	0	0	0	0	0	0
76 Produits financiers							
Epargne Brute (EB)	14 089	33 786	-3 703	14 250	11 210	11 210	11 210
Remboursement capital des emprunts	0	0	0	0	0	0	0
Remboursement capital des avances							
Capital dette nouvelle	0	0	0	0	0	0	0
Epargne nette (EN)	14 089	33 786	-3 703	14 250	11 210	11 210	11 210
Investissement (20-21-23)	382	9 211	0	89 684	0	0	0
Autres dépenses d'investissement	0	0	0	600	600	600	600
Total dépenses d'investissement	382	9 211	0	90 284	600	600	600
FCTVA	0	0	63	14 475	0	0	0
Subventions	0	0	0	48 000	0	0	0
Cessions	0	0	0	0	0	0	0
Autres recettes d'investissement	0	0	0	600	600	600	600
Total Recettes d'investissement	0	0	63	63 075	600	600	600
Emprunt	0	0	0	0	0	0	0
Variation de l'excédent global	13 707	24 575	-3 640	-12 960	11 210	11 210	11 210
Excédent Global de Clôture	34 306	58 881	55 241	42 281	53 491	64 701	75 911

L'excédent d'investissement dégagé tous les ans par les amortissements pourra financer les éventuels projets d'investissement.

Il est compliqué d'avoir une prospective sur 2025-2029 pour le CCAS, son action étant très liée au contexte socio-économique et aux différentes crises qui peuvent se dérouler. De plus, au vu des nouvelles élections en 2026, il est difficile d'anticiper les orientations politiques.

Des réflexions seront certainement engagées dans les futures années sur des thématiques comme l'aide alimentaire, le logement, la précarité... à l'échelle de la commune mais aussi du territoire. Mais il est trop prématuré d'établir des projections à ce jour.